



Convention n°

CONVENTION de mise à disposition d'un agent municipal

Entre

La Commune d'Amboise représentée par son Maire, Monsieur Thierry BOUTARD, d'une part

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) représenté par Monsieur Thierry BOUTARD, agissant en qualité de Président en vertu de la délibération du Conseil d'administration du 6 août 2020 d'autre part

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment les articles 61 à 63,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans ces emplois permanents à temps non complet,

Vu le décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 26 novembre 2022,

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment son article R.123-23,

Vu l'accord écrit de l'agent,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La Commune d'Amboise met à disposition du CCAS, Madame Elodie PEYRAT, agent titulaire du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux pour exercer les fonctions d'assistante de direction du CCAS, à temps complet, à compter du 13 septembre 2022 jusqu'au 12 septembre 2023.

Dans ce cadre, l'agent assurera l'ensemble des missions de secrétariat du CCAS et d'assistance sur la préparation des conseils d'administration et des commissions.

Article 2 : Conditions d'emploi

La Commune d'Amboise sera tenue informée des dates de congés annuels, et destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc...

La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés maladie sauf CMO, congé de formation, actions relevant du CPF, discipline, etc ...) de cet agent relèvent de la Commune d'Amboise après avis du CCAS.

Article 3 : Rémunération

La Commune d'Amboise versera à cet agent la rémunération correspondant à son grade d'origine.

Les indemnités liées au remboursement des frais sont versées par la Commune d'Amboise.

Article 4 : Remboursement

Le CCAS remboursera à la Commune d'Amboise le montant de la rémunération de l'agent et toutes les charges afférentes à l'emploi.

La Commune émettra un titre de recettes le 15 décembre 2022 et le 15 juillet 2023.

Article 5 : Contrôle et évaluation de l'activité

L'assistante de direction du CCAS exerce ses fonctions sous l'autorité du Président, et par délégation, du Vice-Président du CCAS.

En cas de faute disciplinaire l'administration d'origine est saisie par l'établissement d'accueil.

Article 6 : Congés pour indisponibilité physique

La Commune d'Amboise prend les décisions relatives aux congés de maladie ordinaire et en informe le CCAS.

Il en est de même pour les décisions relatives aux autres congés prévus aux 3° à 11° de l'article 57 qui relèvent de l'employeur d'origine.

La Commune d'Amboise verse les prestations servies en cas d'indisponibilité physique, et supporte seule la charge de la rémunération versée en cas d'accident de service, de maladie professionnelle et l'allocation temporaire d'invalidité.

Le CCAS remboursera les charges liées au maintien de la rémunération en maladie ordinaire.

Article 7 : Formation

Le CCAS supporte seul les dépenses occasionnées par les actions de formation en lien avec le poste dont il fait bénéficier Madame Elodie PEYRAT mise à disposition.

La Commune d'Amboise prend les décisions relatives au bénéfice du compte personnel de formation (CPF), après avis du CCAS.

Article 8 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition de Madame Elodie PEYRAT peut prendre fin :

- au terme prévu à l'article 1 de la présente convention,
- dans le respect d'un délai de préavis d'un mois avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande de l'intéressée, de la collectivité d'origine ou de l'organisme d'accueil,
- sans préavis, en cas de faute disciplinaire, par accord entre la collectivité d'origine et l'organisme d'accueil.

Article 9 : Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif d'Orléans.

Article 10 : La présente convention sera annexée à l'arrêté de mise à disposition individuel pris pour l'agent. Elle est transmise au fonctionnaire avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer son accord.

Fait à Amboise, le 1^{er} septembre 2022

Thierry BOUTARD
Maire d'Amboise
Président de la Communauté de Communes
du Val d'Amboise

Thierry BOUTARD
Président du CCAS